

Fédération

Section de Loire-Atlantique

Syndicale

Abonnement annuel 2 euros

Unitaire

FSU 8 pl. de la Gare de l'État, case postale n°8, 44276-Nantes CEDEX 2 - tel : 02 40 35 96 55 - fax : 02 40 35 96 56

Site internet : <https://fsu44.fsu.fr> - e mail : fsu44@fsu.fr

Se mobiliser sur tous les fronts...

Quand le monde et la société vont mal, le syndicalisme aide à garder la boussole. Se réunir, réfléchir ensemble, comprendre et contribuer à dessiner quand même un avenir désirable pour toutes et tous.

Après l'Ukraine, le conflit israélo-palestinien et son lot d'atrocités accaparent les médias qui ne donnent que très rarement les clés pour comprendre et avancer, à pas de colombe, vers une solution. Continuons d'exiger le cessez-le-feu et une solution diplomatique.

La confusion alimente et l'antisémitisme et l'islamophobie. Les actes antisémites augmentent, le climat islamophobe s'alourdit. Continuons de combattre tous

les racismes. Le RN se nourrit de faits divers. Des milices d'extrême-droite se manifestent à Nantes comme partout en France, menaçant des militantes, organisant des ratonnades, vulgarisant leur logorrhée raciste et de haine. Il est de notre responsabilité de dire non à cette dérive fasciste, d'informer et de lutter contre, et VISA 44 est un des outils pour y parvenir.

Le gouvernement poursuit sa politique antisociale. L'inflation touche les classes populaires et moyennes pendant que les ultra riches se gavent et polluent la planète émettant à eux seuls autant de CO2 que deux tiers de l'humanité ... Continuons le combat pour plus de justice sociale, fiscale et écologique.

Borne force le passage d'un budget 2024 dévastateur pour la santé, l'éducation et les services publics, un budget qui traduit une politique dure pour les faibles et douce pour les puissants. Continuons le combat pour des services publics de qualité et contre les

Dispensé de timbrage

déposé le 21 décembre 2023

POUR 44

8 pl de la Gare de l'État
case postale n°8
44276-Nantes CEDEX 2



SOMMAIRE

- p 1-2 Édito
- p 2-3 VISA 44, lettre au Préfet
- p 4 Fonction publique, interview de Benoît Teste
- p 5 Réforme des LP
- p 6 La Section Fédérale des Retraités-es
- p 7 No bassaran ! - Soirée AESH
- p 8 Mobilisations féministes

inégalités.

L'actualité est aussi celle des difficultés des partis de gauche à s'unir et afficher une alternative commune crédible. Continuons de vouloir rassembler dans l'action revendicative celles et ceux qui ont intérêt à de réelles transformations sociales. Continuons de promouvoir des alternatives politiques, sociales et écologiques et de combattre le libéralis-

me et le capitalisme, terreaux de la montée des extrêmes droites. Ne laissons pas le RN capter les colères !

Pour que l'avenir soit désirable, les solutions existent qui peuvent rassembler des majorités : rétablir l'ISF, en finir avec les fiscalités allégées sur les bénéficiaires des entreprises, avec les aides inconditionnelles et les exonérations de cotisations sociales, taxer les produits financiers, renforcer les services publics sur l'ensemble des territoires, augmenter les salaires et rattraper les inégalités de rémunération entre les femmes et les hommes, réduire le temps de travail et revenir à la retraite à 60 ans ...

Et si l'unité donne de la force au mouvement social, elle n'est pas la condition préalable aux mobilisations nécessaires contre les régressions qu'impose le gouvernement à marche forcée : réforme de l'assurance chômage, suppression de postes de fonctionnaires, loi de transformation de la Fonction Publique privilégiant le recours au contrat et à la précarité, loi sur l'immigration ...

Pour la FSU, le combat continue. Grève de la voie professionnelle le 12 décembre, mobilisations en janvier articulées avec les actions dans la Fonction Publique et l'interprofessionnelle. Une grève unitaire de l'éducation se concrétise en janvier pour revendiquer une hausse des salaires, pour refuser les 2500 suppressions de postes inscrites au budget et

pour dénoncer les régressions annoncées dans le projet éducatif du ministre Attal.

Construisons un rapport de force favorable à nos revendications face à un gouvernement devenu inaudible, champion du passage en force et du déni, empêtré dans les affaires de ses ministres qui se succèdent au prétoire, désavoué sur la dissolution du collectif « Soulèvement de la Terre », impuissant à combattre les féminicides que nous dénoncions le 25 novembre, journée contre les violences faites aux Femmes, avec la CGT et le collectif « Droits des femmes ».

A nous, collectivement, de construire les alternatives nécessaires à un autre monde, en débattant des revendications à porter et des actions à construire dans nos établissements, dans nos services, dans les salles des maîtres-ses. Le collectif, ça nous fait du bien et c'est porteur d'avenir.

Céline PELLA et Bernard VALIN,
co-secrétaires départementaux



VISA 44, lettre ouverte au préfet*

Jeudi 14 décembre, un groupuscule d'extrême droite a occupé la butte Sainte Anne à Nantes pour « rendre hommage » à Thomas tué lors d'une rixe à Crépol au prétexte que l'immigration tue. Cet amalgame puant fait depuis quelques semaines l'actualité et se retrouve en bonne place sur certains plateaux télé. Un premier rassemblement devait avoir lieu le mercredi 13 décembre devant la préfecture. Ayant eu connaissance de cette initiative, VISA 44 ainsi que des associations LDH, MRAP, ATTAC... ont décidé d'un contre rassemblement pour s'opposer clairement à cette extrême droite décomplexée.

Le préfet a annulé les deux rassemblements au prétexte de troubles possibles à l'ordre public mettant

sur le même pied les deux initiatives. Cette prise de décision ambiguë a généré une lettre ouverte de VISA à son encontre [voir ci-contre].

Face à ce danger toujours plus fort d'une extrême droite au pouvoir et parce qu'il est de notre responsabilité syndicale de nous y opposer, **une présentation de VISA et un court débat à sa suite auront lieu lors du CDFD du 11 janvier dans les locaux de la FSU.**

Bernard VALIN

* VISA : Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

VISA 44, lettre ouverte au préfet



Nantes le 12 décembre 2023

Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique,

Vous avez décidé le lundi 11 décembre 2023 d'interdire "sur la commune de Nantes, de 17h30 à minuit", deux rassemblements prévus le mercredi 13 décembre. L'un est à l'initiative de groupuscules fascistes, racistes, antisémites, l'autre à l'initiative de VISA 44 (collectif d'organisations syndicales regroupant CGT, CNT, FSU, SAF, Solidaires) et d'associations.

Le deuxième rassemblement était clairement une réponse large, unitaire, antifasciste et antiraciste à la présence de groupuscules qui remettent en cause le principe même de démocratie.

En les interdisant, vous mettez sur le même plan les deux rassemblements.

Nous tenons à vous rappeler que VISA lutte contre le fascisme depuis sa création et que notre appel du mercredi 13 décembre avait pour objectif de dénoncer l'idéologie nauséabonde et haineuse et les pratiques de ces groupuscules d'extrême droite. Ces derniers sont responsables de ratonnades, comme récemment à Romans-sur-Isère, d'incidents violents récurrents comme à St-Brevin lors de l'installation du CADA... Nous n'oublions pas que ce sont des militants d'extrême droite qui ont tué Clément Méric en 2013, Federico Martín Aramburú en 2022 et, à l'échelle locale, violemment tabassé deux jeunes à Nantes le 8 mai 2017. De par leurs discours, leurs pratiques, leurs références historiques, ces groupes revendiquent comme des actes légitimes la haine et la violence contre les personnes, notamment étranger-es, minorités de genre et militant-es antifascistes. Le danger pour la société est donc bien de leur côté.

VISA s'oppose à l'extrême droite protéiforme qui se sent pousser des ailes en cette période de crise sociale, aidée par les politiques antisociales et de relégations du gouvernement. Notre responsabilité syndicale est d'informer les travailleuses et les travailleurs sur les dangers de l'extrême droite au pouvoir dans quelques collectivités territoriales, qui influence même jusqu'au sommet de l'État, comme on le voit sur le projet de loi immigration qui reprend certains propositions du RN. Mais notre responsabilité est aussi de nous opposer à toutes velléités d'implantation fasciste qui font peser des risques énormes sur la société dans son ensemble, de lutter syndicalement et dans l'unité la plus large contre toute forme de discrimination et pour l'égalité des droits.

Le fascisme se construit sur la frustration et la haine, l'antifascisme se construit sur le partage et la paix.

Soyez assuré, Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique, de notre attachement à la démocratie et à ses principes.

VISA 44 (CGT, CNT, FSU, SAF, Solidaires)
Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

Contact :
visa_44@protonmail.com
www.visa-isa.org

Fonction publique : 3 questions à Benoît Teste

Le 27 novembre 2023, à l'initiative de CGT, FSU et Solidaires, s'est tenue une réunion publique nationale sur la question des Fonctions Publiques et Services Publics au XXIème siècle. Mary David pour la FSU 44 a parlé de l'état délabré de l'Université française et de son long démantèlement organisé. Les camarades locaux de CGT et Solidaires ont informé sur les problèmes rencontrés dans l'hospitalière et la territoriale. Ensuite, les responsables nationaux ont insisté sur les salaires et les conditions de travail. Benoît Teste pour la FSU a rappelé la nécessité d'un statut de fonctionnaire en cette période de future négociation sur les Fonctions Publiques voulue par le gouvernement. Il a insisté sur le principe de neutralité et sur son histoire. Pour prolonger les échanges et se projeter dans l'avenir, Benoît a répondu à trois questions posées par la section départementale.

Bernard VALIN et Céline PELLA

Benoît, peux-tu nous expliquer en quoi les FP et les SP jouent un rôle prépondérant dans notre quotidien ?

Maternités, hôpitaux, gares, postes, tribunaux, écoles, crèches, EPHAD, mairies, collèges et lycées, agences EDF, perceptions et centres des impôts, CIO, commissariats, gendarmeries, agences de Pôle emploi, caisses de la CPAM, services de l'État : les services publics répondent aux besoins sociaux et sont essentiels au développement et à l'aménagement des territoires. Leur accès pour toutes et tous, sans discrimination, est facteur de vivre ensemble et un vecteur d'égalité. Ils sont aussi la première raison d'implantation des entreprises et de réalisation d'investissements. A l'inverse, leur disparition rend la vie plus compliquée et même extrêmement difficile aux populations aussi bien dans les zones rurales que dans les quartiers populaires et même en ville aujourd'hui. Elle est une des causes fondamentales, avec l'injustice fiscale, du sentiment d'abandon que vivent certaines populations. Leur disparition ou leur privatisation est au fond une spoliation des citoyennes et des citoyens qui les ont financés par leurs impôts.

Continuellement menacé, pourquoi le statut des fonctionnaires doit-il être conservé ?

Le statut des fonctionnaires a plusieurs particularités qui le rendent précieux, d'abord pour les personnels qui font tous les jours le service public, mais autant et peut-être même surtout pour les usagers : cela leur permet en effet de pouvoir s'adresser à des agents publics responsables, indépendants, capables de traiter tout le monde de manière égale et impartiale, concepteurs de leur métier et donc d'autant plus efficaces et pertinents dans leur manière de servir.

L'acharnement du gouvernement à passer en force au moment de la loi de 2019 (Loi de Transformation de la Fonction Publique) répond à une stratégie particulière



d'affaiblissement du rapport des personnels à leurs carrières et, en ouvrant la possibilité de recourir au contrat en concurrence avec l'emploi titulaire, instaure une logique de concurrence interne propre à contourner les obligations créées par le statut aux employeurs publics, et donc à affaiblir les droits de toutes et tous... C'est une vraie politique néo-managériale, imbécile du point de vue de la gestion des carrières et de la reconnaissance des personnels (aucun avantage pour les hiérarchies locales en réalité), imbécile du point de vue du service public, et de l'intérêt général : perte d'attractivité et injonction paradoxale de logiques extirpées de la sphère marchande pour être appliquées au public par nature non marchand...

Dans le cadre d'un nouvel outil syndical, est-ce que la défense des FP et des SP ne pourrait être un élément convergent de revendications et de luttes avec nos partenaires CGT et Solidaires ?

Oui, et c'est précisément pour cette raison que nous avons pris cette première initiative à Nantes : donner à voir un syndicalisme de transformation sociale qui, dans la Fonction Publique encore plus qu'ailleurs, élabore des propositions, les met en débat et se donne des perspectives pour les porter ensemble dans le débat public. Les questions de services publics et de Fonction Publique sont des points d'entrée majeurs car elles permettent de partir de questions strictement syndicales (conditions de rémunération et d'emploi des personnels de la Fonction Publique) pour tracer les contours d'un projet de société, c'est-à-dire défendre les investissements dans les services publics comme facteurs de progrès social. La FSU souhaite que le meeting qui s'est tenu à Nantes puisse avoir des suites et trouver des prolongements dans un approfondissement du travail mené avec la CGT et Solidaires, ouvert à d'autres organisations, qui pourrait se traduire par des publications, prises de position, actions communes, etc, nous allons y travailler dans les tout prochains jours.



Réforme des LP : une attaque vertigineuse

Moins d'école, moins de cours pour des jeunes au travail ou en décrochage !

Lentement mais sûrement

Beaucoup d'encre a déjà coulé sur cette réforme depuis son annonce par E. Macron en septembre 2022 et ce n'est pas terminé. Ce n'est pas terminé car dans la manière, le gouvernement opère comme pour le PACTE : très peu de textes officiels, des mesures lancées dans différents canaux d'informations et une méconnaissance du terrain hallucinante.

Ce n'est également pas terminé car sur le fond, ce projet tient la même corde que la réforme des retraites. Ou comment mettre au travail les plus jeunes à moindre coût au bénéfice du patronat. Elle s'intègre d'ailleurs dans un projet plus large de refonte des droits sociaux des travailleurs (France Travail, modification des droits au chômage et à la formation, ...).

Concrètement, les dernières annonces indiquent que la ministre déléguée à l'enseignement et la formation professionnels s'arc-boute sur ses positions en voulant imposer une dégradation brutale et scandaleuse de la classe de terminale. Le calendrier imposé est de surcroît intenable et irrespectueux du travail des personnels car la mise en œuvre de ce projet est envisagée dès la rentrée 2024.

En effet, le parcours commun des élèves de lycée pro serait diminué de 6 semaines et les épreuves aux examens, un temps voulues à la mi-mars seront finalement avancées à la mi-mai afin d'introduire un parcours personnalisé de 6 semaines (soit stage d'entrée dans la vie active, soit préparation BTS au lycée). Après un bac pro 3 ans, c'est un bac pro 2,5 ans, voire 2 ans qu'organise le ministère.

Décrochage annoncé

L'impact sur les terminales d'une démobilitation après le bac semble incontournable. Le choix du stage ? Celui-ci ne sera pas certificatif et le bruit court qu'il ne sera pas gratifié. Le choix de la prépa BTS ? Le gouvernement souhaite mettre en place des enseignements de méthodologie et de culture générale

mais le projet reste pour l'instant très flou, et l'essentiel n'est pas là. Il semble illusoire de penser que nos élèves reviendront assidûment pendant ce mois de juin quand on voit la difficulté qu'ont eu les élèves de bac général à revenir l'année dernière et les difficultés à projeter nos élèves sur le post bac au moment de la phase parcoursup.

L'impact sur les autres niveaux n'est pas non plus à minorer. Cela implique nécessairement de placer tous les autres élèves en stage sur cette période de bac puisque tous les enseignants seront mobilisés sur les épreuves. Le décrochage de tous les niveaux est donc organisé sur ce mois de juin pour mettre coûte que coûte nos élèves en stage.

Qui plus est, les bases de ce projet restent les mêmes et les annonces de 15 % des filières sont inchangées. Là encore, les effets seront d'accroître les choix d'orientation

par défaut de nos élèves et donc le décrochage à nouveau. Sans compter les effets sur les personnels en terme de perte de poste, de reconversion, de perte de sens.



Et nous en face ?

Même si la mobilisation est difficile, l'intersyndicale reste large aux plans national et local. Les journées du 29 novembre et du 12 décembre spécifiques au LP n'ont pas rencontré un franc succès même dans les LP. Mais les collègues sont nombreux lors des Heures d'information syndicale. Le conflit des retraites est encore dans les têtes et la durée de mise en place de cette réforme à peut-être refroidi les collègues. La FSU 44 travaille donc au sein de l'intersyndicale pour impulser des actions au sein des établissements dès ce mois de janvier. Elle œuvre aussi pour faire converger nos revendications car même si les LP sont dans le collimateur, tous les secteurs de l'éducation sont attaqués et en souffrance. Alors en janvier cette année, la résolution c'est le « fight january » !

Alexandre FAGAULT

La section fédérale des retraité·es de Loire-Atlantique

Arrivé·e à la retraite, on aspire au repos. Libéré·e des contraintes du travail, on profite. On choisit ses occupations. On procrastine... Alors pourquoi payer une cotisation ? Pourquoi militer syndicalement ?

" A la section fédérale des retraité·e·s j'ai retrouvé des collègues, des amis, et rencontré des camarades... On prend le temps de se réunir et de discuter... On apprend plein de choses parce qu'on a tous le temps de lire alors on est très informé..."

" ... je vois la casse des services publics, les privatisations de tous ordres, je peux pas laisser faire et l'ignorer !"

" ...Le recul de l'âge du droit à la retraite menace mes anciennes collègues et mes enfants... C'est aussi mon affaire, je suis à leurs côtés dans toutes les manifs ou presque."

" ... T'as vu l'état de l'Éducation nationale ! J'y ai passé du temps quand même. La casse de de l'enseignement professionnel public, la crise du recrutement des profs, la déconsidération salariale des fonctionnaires... Ça me regarde, non ?"

" ... Macron dit fièrement : "je n'ai pas de scrupules !"... Mais moi j'en ai. Il ne faut pas les laisser faire !"

Les retraité·e·s croisé·e·s en manifs ou en réunions de la section fédérale des retraité·e·s (SFR-FSU) témoignent ainsi de leurs engagements. Et ne croyez pas qu'ils et elles ne pensent plus à la rentrée : ils et elles se sentent toujours concerné·e·s par le syndicalisme de transformation sociale que porte la FSU, toujours partie prenante de combats syndicaux.

Ils et elles ont aussi des revendications à défendre en première ligne : l'amélioration des pensions,



l'accès aux soins de santé et aux services publics, la Protection Sociale Complémentaire dont ils et elles pourraient faire les frais.

Leur vigilance est sans doute

plus aiguisée aussi sur les questions du "4ème âge" et de la dépendance révélées par le scandale ORPEA, la pandémie et, dans le 44, par le scandale de la fermeture de 75 logements collectifs pour personnes âgées par le groupe VYV (Harmonie Mutuelle, MGEN). A la rentrée 2022, la SFR a été partie prenante d'une bataille unitaire pour défendre leur maintien. La mobilisation des familles, des professionnel·les et de l'intersyndicale a permis de porter ce scandale sur la place publique quand le groupe mutualiste espérait fermer ces logements en catimini.

Nouvellement retraité·e·s, vous serez accueilli·e·s ! Nos sympathiques réunions sont mensuelles et notre AG annuelle de Section Fédérale des Retraité·es font se croiser et se mêler des retraité·e·s de tous les syndicats de la FSU.

Vous pourrez aussi vous impliquer à la fédération générale des retraité·e·s de la fonction publique (FGR-FP) ou dans l'Intersyndicale du G9 –qui sont 8 en 44- (CGT – FO – FSU – Solidaires – CGC – CFTC – FGR-FP – LSR) qui dynamise l'action du mouvement retraité (lettres aux élu·e·s, Préfet, ARS, parlementaires, conférences de presse, distribution de tracts sur les marchés, actions de rue) et contribue à développer l'unité syndicale pour la défense des droits des retraitées et des personnes âgées.

La SFR représente aussi la FSU44 dans deux collectifs : le "collectif nantais pour le droit à Santé" et "Hôpital Debout", regroupant des syndicats, associations et partis pour des campagnes comme pour la levée des brevets vaccins covid, la défense du CHU, le soutien aux soignant·e·s, ou contre les dépassements d'honoraires...

La FSU siège au CDMCA (Comité départemental métropolitain de la citoyenneté et l'autonomie), instance consultative sur les questions des 3ème et 4ème âge. Elle y intervient avec la CGT, FO et Solidaires. Nos réunions sont aussi l'occasion de compte-rendu de ses mandats.

A la retraite, il faut bien sûr prendre soin de soi et pour cela, prendre aussi le temps de continuer le combat !

Marie RAYNAUD

No Bassaran !

Encore une fois, c'était le mot d'ordre de cette journée d'action du 28/11 à Niort en soutien aux 9 militants mis en cause dans la lutte face à l'accaparement de notre bien commun, l'eau.

Ce procès pour organisation de manifestation interdite reprenait après une première audience gaguesque. On en irait presque mais le 8 septembre, le procès fut interrompu à 21h, peu ou prou avant le match de rugby France Nouvelle Zélande et il avait finalement été renvoyé au 28 novembre...

Au petit matin, les militant·es de la FSU-SNUipp 44 et du SNETAP s'étaient donné rendez-vous pour un covoiturage afin de converger et d'apporter leur soutien aux "9 de Niort".

Face à la répression à nouveau à l'agenda de la justice de notre République, une nécessité : s'unir et agir contre la répression et la criminalisation, désormais récurrente et systématique, de certaines actions militantes, tant associatives que syndicales.

Après un rassemblement devant la mairie et des prises de parole de soutien aux mis en cause, nous avons convergé vers un lieu solidaire et porteur d'un projet de société, le patronage laïque de Niort.



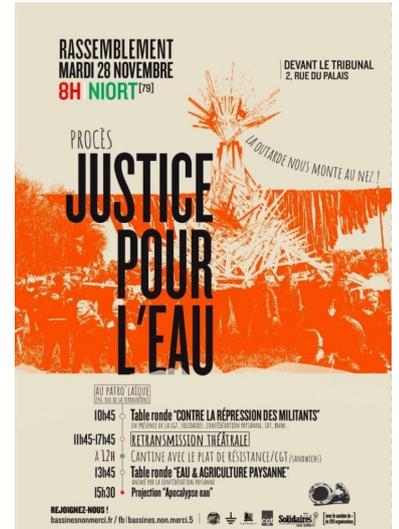
Là, la capacité organisationnelle acquise face à l'adversité et par ces années de luttes, était à l'œuvre.

La première table ronde donnait le ton : "Contre la répression militante" avec les camarades de Sud, CGT, Bassines Non Merci, la confédération paysanne et la FSU, le débat était posé et malgré les difficultés qui ont été énumérées, force est de constater qu'ils ne nous feront pas taire. Les valeurs que nous portons sont absolument républicaines et rien ni personne ne pourra nous y faire renoncer.

Pour le déjeuner, la cantine "le plat de Résistance" nous a proposé un impeccable repas et alors que certain·es entamaient le Bassine Tour (une visite commentée du désastre des Méga Bassines), en parallèle, une table ronde sur l'eau et l'agriculture paysanne reprenait. Ce débat était suivi de la projection du documentaire "Apocalypse eau".

Pour nous, c'était l'heure du retour, non pas pour se poser au coin du feu, mais parce qu'une nouvelle action à laquelle prenait pleinement sa part la FSU 44 allait commencer, celle pour nos collègues : "AESH stop mépris !" mais le combat pour l'eau continue car on ne dissout pas un soulèvement.

Gaël VOISIN, SNETAP
Annabel CATTONI, FSU-SNUipp



Soirée publique AESH - le 28 novembre 2023 à Nantes

Le mardi 28 novembre, près de 70 personnes (AESH, enseignant·es, élu·es du département, représentant·es de la FCPE44...) ont participé à la réunion sur le métier d'AESH à la Maison des Syndicats de Nantes.

Organisée par l'intersyndicale FSU-SUD-CGT, cette soirée a permis à Suzy Bossard, sociologue de présenter ses travaux sur ce métier particulièrement précaire et pourtant extrêmement complexe. Elle a montré en particulier que les AESH, sans aucune formation pour cela, doivent effectuer un diagnostic pour évaluer les besoins des élèves, puis ajuster le travail d'accompagnement aux besoins des élèves, tout en s'adaptant aux attentes des enseignant·es et en gérant parfois des tensions avec ces dernier·es. En somme, le système opère une



« délégation du sale boulot » et confié aux AESH, majoritairement des femmes, « ce qu'il reste à faire ».

Les AESH présent·es à la tribune, Ayoko Zotsi, David Durand, Maïwenn Guyomarch et Delphine Beloeil, militant·es de la FSU et de la CGT, ont confirmé ce tableau en insistant sur le fait que l'ensemble des missions qui leur échoient donnent lieu à un « bricolage total ».

La mobilisation se poursuit dès janvier pour la titularisation des AESH, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et des créations de postes.

Sylvain MARANGE

Mobilisations féministes

Le 17 octobre 2023 a eu lieu, pour la troisième année consécutive, un stage intersyndical femmes départemental (FSU-CGT-Solidaires). Ces stages s'inspirent des rencontres intersyndicales nationales qui ont lieu tous les ans depuis une vingtaine d'années en région parisienne. Les deux précédents stages avaient traité de la question des violences faites aux femmes au travail et de celle des inégalités de carrières femmes/hommes.

Le thème retenu cette année était celui de la santé des femmes au travail. 137 personnes étaient présentes au total dont 46 pour la FSU. L'intersyndicale a fait intervenir des médecin-es du travail, des médecin-es généralistes, l'association FDFA qui s'occupe de la question des travailleuses en situation de handicap ; enfin, des travailleuses du soin et du lien telles que nos collègues AESH ont apporté un témoignage sur leurs conditions de travail.

Les présentations faites par les intervenantes puis les échanges avec la salle ont été riches et ont permis de nourrir notre réflexion commune : il apparaît que la prise en charge des questions de santé au travail demeure très insuffisante, trop de pathologies féminines restant toujours mal connues, peu étudiées et par conséquent peu et/ou mal prises en charge. Les spécificités de la santé des femmes, telles que les règles douloureuses, les symptômes de la ménopause sont passés sous silence la plupart du temps sur nos lieux de travail.

Les témoignages autour de la question du handicap, déclinée en deux axes, à savoir le travail des femmes handicapées et la prise en charge du handicap par une majorité de travailleuses, ont permis de rappeler quelques fondamentaux de notre engagement syndical : les difficultés d'accès à l'emploi sont beaucoup plus importantes pour les travailleuses handicapées ; les conditions de travail des salariées du lien, en l'occurrence des AESH, sont pénibles et peuvent affecter leur santé physique (charge lourde lors des « transferts » par exemple) et psychique (charge mentale liée au va-et-vient incessant entre des tâches d'ordre scolaire et des tâches de soin), leurs salaires sont faibles notam-

ment parce que la majorité se voient contraintes d'accepter des temps partiels imposés.

Trois scénettes jouées par des comédien-nes ont incarné différemment ce thème de la santé des femmes au travail. Un repas partagé a permis de passer un moment convivial entre stagiaires.

L'intersyndicale femmes départementale a le projet d'organiser un nouveau stage en octobre 2024 dont le thème est en cours d'élaboration.

Le 25 novembre 2023, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, a été décliné de plusieurs manières à Nantes. La FSU a appelé, avec le collectif Droits des Femmes, à un rassemblement place Graslin au cœur de Nantes en fin de matinée. Les noms de toutes les victimes avaient été affichés sur les colonnes du théâtre. Plusieurs chorales et des militant.es se sont rejointes et ont chanté *l'Hymne des femmes* version manifestation retraites ainsi que *La Grenade*. Plusieurs prises de paroles ont permis de

rappeler l'urgence à mettre en place des mesures efficaces pour éradiquer les violences sexuelles et sexistes. La FSU demande la mise en place d'une loi cadre pour repenser en profondeur le système de lutte contre les VSS ainsi que l'attribution d'un budget de 3 milliards d'euros par le gouvernement sur cette question. Plusieurs associations féministes ont dénoncé avec force les féminicides. Pour chaque femme assassinée dont le nom est annoncé, une feuille de papier portant le mot *Féminicide*

est placée dans un grand cercueil rouge. Le rassemblement s'est terminé par des slogans et de nouveaux chants. Pour finir, la FSU a informé de la manifestation organisée l'après-midi dans les rues de Nantes par d'autres associations et collectifs. Plusieurs militant.es de la FSU l'ont rejointe et ont suivi le défilé.

Le 8 mars 2024 sera à nouveau l'occasion d'une mobilisation féministe à Nantes. La journée internationale des droits des femmes est un moment qui permet aux syndicats de porter leurs revendications. La FSU travaille à trouver la modalité de mobilisation et d'action qui soit la plus large et plus unitaire possible pour cette journée symbolique des luttes féministes.

Amélie DE SCHEPPER



Stage intersyndical, le 17 octobre 2023